

# La violence totalitaire

La violence est au cœur du fonctionnement des régimes totalitaires, qui visent ainsi à éradiquer toute forme d'opposition et à créer un État et une société « homogènes ».

> PAR NICOLAS WERTH, DIRECTEUR DE RECHERCHES AU CNRS-IHTP

Le totalitarisme identifie la politique à la guerre, la politique étant, par une inversion remarquable de la célèbre formule de Carl von Clausewitz, « la continuation de la guerre par d'autres moyens ». Les nazis célèbrent la virilité héroïque, affirmant sans complexe le droit du plus fort ; la violence n'est pas seulement un moyen, elle constitue une valeur en soi, elle vaut pour une « loi de la nature », elle est la seule apte à garantir survie et victoire dans la lutte des races qui fait la trame de l'histoire du monde selon l'idéologie nazie. Fondée en doctrine, exaltée en parole, la violence passe avec d'autant plus de force dans les actes qu'elle est requise par le projet fondamental du régime nazi : la transformation de la société allemande en tribu guerrière. Avec, comme horizon, la domination programmée du continent européen et le remodelage racial de « l'espace vital » que les nazis revendiquent en Europe centrale et orientale.

## Différences entre nazisme et stalinisme

Si pour les nazis la violence est une « loi de la nature », pour les bolcheviks elle est une « loi de l'Histoire », le moteur de la lutte des classes qui détermine la marche de l'humanité. Dans cette optique, Lénine comme Staline ont encouragé la « violence des masses » contre les « ennemis de classe », une violence guidée, canalisée par le parti communiste, « avant-garde organisée » des masses travailleuses en lutte. La violence du stalinisme s'est déployée au nom d'un projet volontariste de transformation radicale des structures sociales et économiques d'un pays « attardé » appelé à rattraper en dix ans un retard séculaire et à se transformer en une « forteresse du socialisme ».

Au-delà de la différence toujours relevée entre violence nazie et violence communiste (persécution sur un fondement racial pour la première, persécution sur un fondement de classe pour la seconde), une donnée majeure distingue la violence

Les nazis  
affirment  
le droit  
du plus fort

du stalinisme de celle du nazisme : alors que cette dernière est avant tout dirigée vers l'extérieur, dans le cadre d'un projet expansionniste et impérialiste visant à établir la suprématie du III<sup>e</sup> Reich sur l'ensemble de l'Europe, la violence stalinienne s'est portée en priorité sur la société soviétique elle-même. De manière remarquable, la soviétisation de territoires extérieurs à l'URSS en 1939-1941, puis après 1944 – pays Baltes, Ukraine et Biélorussie occidentales rattachées à la Pologne, Moldavie, sans parler de la satellisation de la moitié de l'Europe après 1945 – ne fit que dupliquer, de manière presque routinière, bien que plus condensée dans le temps, les politiques répressives (arrestations, déportations, travail forcé, exécutions) qui avaient été mises en œuvre en URSS, mais sans qu'un seuil supplémentaire de violence soit franchi.

Autre différence majeure : alors que de 1933 à 1945 la courbe de la violence nazie montre un processus constant d'extension et de radicalisation, la courbe de la violence stalinienne, entre la fin des années 1920 et le début des années 1950, suit au contraire une pente plus contrastée : la violence perd en intensité, mais frappe un nombre croissant de citoyens soviétiques – ou pour le dire autrement : le régime tue moins « d'ennemis », mais envoie toujours davantage de proscrits dans les camps de travail forcé du Goulag.

## Homogénéiser la *Volksgemeinschaft*

On peut distinguer dans la violence nazie trois logiques, qui se sont entremêlées dans la réalité historique, mais qu'il est utile de séparer pour les besoins de l'analyse : la répression politique, la répression sociale, la répression raciale. Soulignons d'emblée que cette dernière a non seulement été, de loin, la plus létale, mais a aussi pénétré et surdéterminé les deux premières. Elle a ainsi largement conditionné la répression politique, le traitement des opposants au nazisme étant plus dur à l'est de l'Europe, là où les populations étaient considérées comme racialement

inférieures. Elle a aussi influé sur la répression sociale, la politique nazie ayant eu de plus en plus tendance à « racialement » les formes de déviance sociale.

La répression politique avait pour but d'éliminer les adversaires du régime nazi, dans le Reich puis, après 1938-1939, dans les territoires occupés. Toutefois, au cours des années d'avant guerre, cette violence politique resta relativement limitée, hormis lors des premiers mois de l'installation du régime nazi, en 1933, lorsque plusieurs dizaines de milliers d'opposants furent internés dans les camps de concentration nouvellement créés. Cependant, au milieu des années trente, la population de ces camps ne dépassait pas une dizaine de milliers de détenus, pour l'essentiel des membres du Parti communiste allemand. C'est l'entrée en guerre de l'Allemagne nazie qui fit exploser cette logique répressive, en particulier dans les territoires occupés. Elle se manifesta avec le plus d'ampleur en Europe de l'Est, notamment en Pologne et en URSS, et culmina avec les massacres de populations civiles, victimes de représailles politiques, policières et militaires dans le cadre d'opérations de lutte contre les partisans (plus d'un million de victimes directes des opérations antipartisans en Biélorussie).

---

### ▼ La répression politique sous le nazisme.

Appel des nouveaux arrivants dans le camp de concentration d'Oranienburg. Photographie publiée dans *Vu*, 16 août 1933.

La deuxième logique répressive du nazisme visait l'homogénéisation de la *Volksgemeinschaft* (« communauté populaire »), c'est-à-dire de la population définie comme allemande. Il s'agissait d'éradiquer des comportements ne répondant pas aux normes sociales du régime, lesquelles faisaient l'objet d'un large consensus parmi la population, que ce soit les vertus du travail et de la discipline ou le conformisme sexuel. Ses cibles prioritaires étaient, d'une part, les « asociaux » – vagabonds, mendiants, prostituées, chômeurs « invétérés » –, d'autre part, les homosexuels, dont le comportement attentait à l'impératif de reproduction de la « race aryenne » prôné par l'idéologie nazie, qui firent l'objet d'une répression ciblée (plusieurs dizaines de milliers de condamnations à de lourdes peines de camp).

### L'épuration raciale

La troisième logique, la plus importante, était la logique raciste. Elle comportait deux aspects : « l'assainissement » du peuple allemand et l'épuration raciale des territoires appartenant à son « espace vital ». Le premier passait par la stérilisation puis, à partir de 1939, par l'euthanasie de personnes souffrant de handicaps mentaux ou physiques. Lancé à l'automne 1939 (et interrompu à l'été 1941 ●●●



## ●●● Le ciblage des catégories « hostiles »

à la suite de protestations de membres du clergé), l'assassinat massif de malades mentaux permit d'expérimenter des méthodes de mise à mort (comme le gazage) qui allaient être généralisées par la suite dans l'extermination des Juifs.

Le second volet de l'épuration concerna, dans les territoires occupés par le III<sup>e</sup> Reich, un nombre sans cesse croissant d'individus : les élites polonaises et soviétiques, tout d'abord, porteuses d'une identité nationale, culturelle ou politique destinée à disparaître ; plus largement, ensuite, des millions de Slaves, affamés ou voués à une déportation massive ; enfin, l'ensemble des Juifs d'Europe, condamnés à une extermination physique sans précédent par son ampleur et son organisation minutieuse visant à éliminer l'ensemble du groupe victime.

L'élimination des élites civiles et militaires polonaises fit des dizaines de milliers de victimes, avant d'être interrompue à la suite de protestations de dirigeants de la Wehrmacht. Dans l'URSS occupée, en revanche, la liquidation des élites ne trouva pas de frein, l'anticommunisme et l'antisémitisme faisant disparaître les dernières résistances. Plusieurs centaines de milliers de prisonniers de guerre soviétiques furent fusillés au prétexte qu'ils étaient Juifs ou communistes. En outre, près de trois millions de prisonniers de guerre soviétiques moururent tout simplement de faim, d'épuisement et de mauvais traitements. Le même sort – la mort par inanition et épuisement – devait s'appliquer, selon les objectifs du fameux *Generalplan Ost*, à des millions de Slaves, plus de trente millions d'entre eux devant être, à terme, déportés vers la Sibérie, tandis que des millions de colons allemands s'installeraient dans « l'espace vital » ainsi dégagé pour eux.

Pour les Tsiganes et les Juifs, la déportation, un temps envisagée, le confinement dans des ghettos, effectivement mis en pratique, ne furent que des étapes sur la voie d'une « solution finale ». Un génocide planifié comme une opération à la fois globale, incluant l'ensemble des Juifs – hommes, femmes et enfants – du continent européen sous occupation ou influence nazies – systématique – en tant qu'elle était soumise à une direction centralisée – et urgente – dans la mesure où il importait de l'achever avant la fin de la guerre. Trois caractéristiques qui, plus encore que l'ampleur du crime (près de six millions de victimes), continuent de singulariser ce génocide.

### La lutte contre les « ennemis » dans la société soviétique

La violence du stalinisme s'est déployée dans le but de transformer en profondeur la société soviétique par une politique agressive d'ingénierie sociale, mais aussi en réponse à toute une série de

▼ **L'antisémitisme nazi.** Des SA obligent un Juif allemand et une « Aryenne » à porter des pancartes dénonçant le mélange racial. Hambourg, 1935.

› **En URSS, dénoncer les ennemis de classe.** Affiche de Dimitri Moor glorifiant l'agriculture soviétique contre les réactionnaires, 1931.

crises déclenchées par cette même politique dans une période de tensions extrêmes, intérieures et extérieures. Cet enchaînement de crises était, le plus souvent, non anticipé ou conduisait à des conséquences non prévues, chacune d'entre elles exigeant une réponse urgente, généralement prise dans la plus totale improvisation. Les difficultés du régime à maîtriser une société rétive aux bouleversements qu'il tentait de lui imposer alimentaient en permanence la violence. Tout au long de la longue période stalinienne, les politiques répressives ont connu plusieurs évolutions significatives.

Jusqu'au milieu des années 1930, la répression frappe prioritairement, dans le droit fil de la pratique révolutionnaire bolchevique, des « ennemis de classe » (« koulaks », élites de l'ancien régime, membre du clergé et, plus généralement, tous les *byvchie*, les « gens du passé »). À partir de la fin des années 1930, elle cible plus spécifiquement des minorités ethniques : minorités de diaspora, soupçonnées de liens avec des puissances ennemies (minorités polonaise, allemande, balte, spécifiquement visées durant la Grande Terreur de 1937-1938) ; minorités de régions périphériques ou frontalières réfractaires à la soviétisation (Tchéchènes, Ingouches, Kalmouks, Balkars, Karatchaïs) soumises, durant la guerre, à une déportation totale au prétexte qu'elles auraient « collaboré avec l'ennemi ». Cette évolution dans le ciblage des catégories « hostiles » reflète l'évolution du système politique soviétique lui-même : une fois le « socialisme » et la « société socialiste sans classes » déclarés édifiés



© AKG IMAGES/ULLSTEIN BILD



ХЛЕБ  
НАША СИЛА  
ИНТЕРВЕНТАМ  
МОГЛА  
СОБИРАЙ  
УРОЖАЙ

© CCI HISTOIRE/RUE DES ARCHIVES

(au milieu des années 1930), le renforcement de la cohésion du nouvel « État des nations » qu'est devenue l'URSS, un ensemble centralisé et dictatorial dominé par la Russie, devient la tâche prioritaire.

Deuxième évolution : le passage d'un ciblage visant en priorité des « ennemis de classe » à une criminalisation sans précédent de toutes les formes d'insubordination et de protestation sociale, des stratégies de survie d'une population confrontée à d'immenses difficultés économiques – chapardages dans les champs des kolkhozes, petits vols dans les usines, changements non autorisés de lieu de travail, absentéisme, « spéculation » (revente de produits déficitaires). Cette évolution traduit un autre changement majeur dans le projet politique stalinien : l'abandon du projet révolutionnaire centré sur la lutte des classes pour une gestion plus routinière, voire conservatrice, de l'État socialiste, dont la tâche prioritaire est désormais de surveiller, discipliner et punir les « masses laborieuses, masses dangereuses ».

Troisième évolution : de l'instrumentalisation des tensions sociales et de la violence « d'en bas », avec une large sollicitation et participation « d'activistes », à une répression strictement policière, mise en œuvre, dans le plus grand secret, par des groupes opérationnels d'agents de la Sécurité d'État et des juridictions d'exception (comme au cours des « opérations répressives de masse » de 1937-1938). Dans les années d'après guerre, on constate une nouvelle inflexion significative : la répression est désormais mise en œuvre dans un cadre légal par les tribunaux ordinaires, qui s'appuient sur des lois d'une dureté sans précédent.

Une  
extraordinaire  
diversité  
des projets  
répressifs

## Une violence multiforme

Pour mettre en œuvre cette violence d'État multiforme, quatre « armes » principales sont utilisées par le régime stalinien : l'arme de la faim contre une paysannerie qui s'oppose à la collectivisation forcée ; les exécutions de masse, parfois sur la base de « quotas » attribués par le Politburo, la plus haute instance du Parti, aux responsables régionaux ; les déportations de groupes sociaux qualifiés « d'ennemis » (« koulaks » en 1930-1933) et de groupes ethniques – plus de 6 millions de personnes au total entre 1930 et 1953 ; l'envoi, dans les camps de travail forcé du Goulag, de millions de personnes (entre 1930 et 1953, près de 20 millions de Soviétiques – un adulte sur six – font l'expérience du travail forcé ; sur ce nombre, près de 2 millions meurent au Goulag).

Le bilan, rapidement dressé, des violences de masse et des politiques répressives mises en œuvre par le régime stalinien est accablant. Il n'en est pas moins difficile à qualifier, étant donné l'extraordinaire diversité des projets répressifs, des actions mises en œuvre et des innombrables groupes, sociaux, politiques, ethniques ciblés durant un quart de siècle. Il ne se laisse pas réduire à un seul qualificatif englobant – crime de masse, nettoyage ethnique, génocide.

L'exemple soviétique a un grand mérite : celui de montrer que les cadres juridiques et les définitions laborieusement élaborées par les politistes et les historiens pour tenter de « classer » les crimes perpétrés par les États restent insatisfaisants face à l'extraordinaire inventivité des régimes dans la persécution des peuples. ●